



31 août 2023

Communiqué : Semaine de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest 2023 **(#WACSW23)**

Vers la démocratie, la paix et la prospérité : Un appel commun pour une Afrique de l'Ouest plus forte

Préambule

Nous, les participants de la toute première Semaine de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest 2023 (WACSW23), représentant plus de 100 organisations venues de toute l'Afrique de l'Ouest et des partenaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, réunis à Lagos, au Nigéria, du 29 au 31 août 2023, sous les auspices de l'Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI) et du Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS), avons abordé les questions vitales portant sur la démocratie, la paix et la prospérité. Nous avons engagé des discussions ouvertes, partagé nos expériences et collectivement formulé des stratégies et des requêtes afin d'une part, de faire face aux défis et d'autre part, apporter notre pierre à la construction d'une Afrique de l'Ouest pacifique et prospère.

Défis et Enjeux

Le tout premier WACSW23 s'est tenu dans un climat marqué par un recul démocratique profondément préoccupant, une montée de l'autoritarisme, un rétrécissement de l'espace civique et une hausse de la grogne populaire face à la mauvaise gouvernance et les coups d'État à répétition dans la sous-région. En effet, pendant que se déroulait la conférence, un coup d'État militaire était perpétré au Gabon, en Afrique centrale, mettant une fois de plus, en lumière, la pertinence et l'urgence de la réponse à apporter aux défis actuels.

Nous reconnaissons que notre sous-région est à la croisée des chemins. Les citoyens protestent de plus en plus en réaction aux frustrations résultant des dividendes démocratiques inabouties et à un vide de gouvernance. Nous nous opposons catégoriquement aux coups d'État et interventions militaires perçues comme une panacée aux problèmes de gouvernance dont souffre la sous-région. Nous insistons sur la nécessité de faire entendre, la voix des citoyens, de reconnaître leurs préoccupations légitimes et, d'y répondre par des moyens pacifiques et démocratiques.

C'est pour cela, nous condamnons avec la dernière énergie, les coups d'État survenus dans notre région, et le récent coup d'État au Gabon, en Afrique centrale. Nous

condamnons également toutes les autres méthodes anticonstitutionnelles d'accès au pouvoir et de prolongation des mandats, portant atteinte aux principes démocratiques que notre région aspire à préserver. Non seulement, nous exprimons, notre profonde inquiétude, face à la tendance troublante au recul des pratiques et valeurs démocratiques, mais nous réaffirmons notre engagement en faveur de la gouvernance démocratique, de l'État de droit et des pratiques électorales transparentes, qui constituent les principes fondamentaux pour le développement durable et la paix.

Résolutions:

- 1. Contre les interventions militaires:** nous appelons la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à faire preuve de prudence et à privilégier les solutions pacifiques face aux crises d'accès au pouvoir d'Etat dans la sous-région. Comme un seul homme, nous nous dressons contre toute intervention militaire de la CEDEAO au Niger, ou dans toute autre partie de la région car elle pourrait entraîner des répercussions déstabilisantes dans la sous-région. Nous plaidons pour le retour à l'ordre constitutionnel à travers le dialogue et la négociation, conformément aux principes de la démocratie et aux intérêts des populations.
- 2. Protection de l'espace civique et développement inclusif:** Nous rappelons la nécessité de protéger, de renforcer et d'élargir l'espace civique, en cette période critique, en veillant tout particulièrement à donner aux organisations de la société civile les outils nécessaires pour prospérer et contribuer efficacement à la gouvernance démocratique, et au développement national et sous-régional. Nous rejetons toute tentative visant à restreindre la liberté d'expression, d'association et de rassemblement, car elle est fondamentale pour le fonctionnement d'une société civile dynamique. Nous appelons les gouvernements à faire respecter les droits de l'homme et à garantir la sécurité des acteurs de la société civile.
- 3. Autorité Morale de la CEDEAO:** Nous invitons la CEDEAO à réaffirmer son autorité morale et à reconquérir la confiance de ses citoyens. Il est plus qu'urgent que le slogan « CEDEAO des peuples » se traduise par un engagement tangible en faveur de la promotion du bien-être des populations en Afrique de l'Ouest. Nous plaidons pour que le Conseil Economique et Social de la CEDEAO (ECOSOCC) soit opérationnel en vue de renforcer la collaboration entre la CEDEAO et la société civile, dans une démarche tournée vers l'avenir.
- 4. La CEDEAO doit adopter les dispositions du protocole additionnel:** Nous lançons un appel à la CEDEAO afin que, d'une part, elle adopte le protocole additionnel révisé portant sur la démocratie et la bonne gouvernance (tel qu'amendé), et d'autre part, elle s'engage à appliquer uniformément les dispositions de ce protocole en réponse à toute accession anticonstitutionnelle au pouvoir.

- 5. La Solidarité de la Société Civile:** nous soulignons l'importance de l'unité entre les organisations de la société civile afin que leur impact et contributions à la démocratie, à la paix et à la prospérité de la sous-région soient accrus.
- 6. Renforcer l'Agence jeune:** soutenir et préserver l'engagement des jeunes en mettant à leur disposition des plateformes, des formations et des ressources et enfin, veiller ainsi la prise en compte réelle de leur voix dans l'espace civique.
- 7. Paix et Prospérité par la Collaboration:** Nous reconnaissons que l'instauration d'une paix et d'une prospérité durables en Afrique de l'Ouest exige des efforts concertés et multipartites. Nous exhortons les gouvernements, la CEDEAO et les partenaires au développement à prioriser le bien-être des citoyens au détriment des intérêts politiques. La société civile joue un rôle vital dans la promotion des droits et du bien-être de la population, et nous nous engageons à un dialogue soutenu, à une action collective et à des approches novatrices pour faire progresser ces objectifs.
- 8. Des actions inclusives en faveur du progrès:** Nous soulignons l'importance du principe « ne laisser aucune voix de côté ». A cet égard, nous exhortons les acteurs étatiques et non étatiques à prioriser l'inclusion, en particulier l'implication des jeunes et des femmes, dans toutes les actions axées sur le progrès de notre sous-région.

Conclusion, La Semaine de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest 2023 a été un moment privilégié de dialogue et de réflexion approfondie en ces temps difficiles pour la sous-région. Cette rencontre inaugurale nous a permis de renouveler notre engagement en faveur de la défense de la démocratie, de la promotion de la paix et de la prospérité en Afrique de l'Ouest. Nous exhortons les États, la CEDEAO et les partenaires au développement à nous rejoindre dans nos efforts.

Ont signé:

Les Représentants des Organisations de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest

Publié ce 31 août 2023 à Lagos, Nigéria.